



Paris le 9 juillet 2021

Interpellation de l'intersyndicale parisienne

Monsieur le Directeur Régional,

Après plus de 2 ans d'attente, vous avez donc levé une partie de l'omerta qui régnait sur le devenir de notre réseau parisien et plus globalement sur l'avenir professionnel des 4400 agentes et agents de la DRFIP 75.

C'est avec un certain cynisme que vous osez inscrire ce projet dans le cadre d'un « nouveau réseau de proximité ». Comment osez-vous vous ré-approprier la terminologie de « proximité » quand vous liquidez d'ici 2027, 12 sites parisiens sur les 25 actuellement existants ? Comment osez-vous utiliser le terme de « proximité » quand 5 arrondissements de Paris (soit environ 300 000 foyers fiscaux et plus de 800.000 professionnels) seront privés de centres des finances publiques de proximité ? Mais vous n'avez que faire de telles préoccupations puisque selon vous et tous vos pairs, le tout numérique, l'intelligence artificielle et le recours à la contractualisation « jetable » devraient facilement nous remplacer là où nos missions n'auront pas été purement et simplement abandonnées ou privatisées (aux buralistes ou à d'autres) ! Toute une partie de la population sera ainsi laissée pour compte, totalement abandonnée et livrée à son propre sort : ce sera le cas notamment de toutes celles et tous ceux qui n'ont pas accès à internet, ne parlent ou ne lisent pas correctement le français.

Les informations que vous livrez concernant les 12 sites liquidés restent par ailleurs très incomplètes. Nous ne savons en effet rien du devenir des services et des collègues des sites de Tolbiac, Saint-Hyacinthe, Uzes, Meuniers, Saint-Petersbourg et Godefroy Cavaignac. Une fois encore, vous ne communiquez que très partiellement, encore une fois vous montrez tout le mépris que vous avez des agentes et des agents de Paris.

Mais votre entreprise de liquidation ne s'arrête pas là puisque dans le même temps et quoiqu'il en coûte pour les collègues et quelqu'en soit l'impact sur nos missions, vous annoncez la fusion de 22 services d'ici 2025 entraînant des réorganisations et des déménagements sans fin pour un grand nombre d'agentes et d'agents, qui à vos yeux ne semblent être que de simples pions. Que ces derniers et dernières voient ainsi leur temps de transports s'allonger ne vous émeut guère. Et bien évidemment, ces futures fusions entraîneront de surcroît comme c'est déjà le cas, une réorganisation du travail dans les SIP, et SIE fusionnés avec la création de cellules « spécialisées », monotâches qui mettront ainsi à mal notre technicité, la chaîne et le sens de travail. Ces réorganisations permettront également de faciliter les délocalisations des missions mais de passer plus globalement d'une fonction publique de statut vers une fonction publique de

métier.

Comme si le bilan n'était pas suffisamment chaotique, la liste des destructions programmées va encore au-delà, en effet et par ailleurs, vous annoncez 386 suppressions d'emplois pour les délocalisations de nos missions dont 73 dans les Services de Publicité Foncière, 197 dans les SIE, 50 dans les PCR, 30 au Service Liaison Rémunération... Vous avez annoncé à vos cadres qu'il ne resterait plus que 2 SPF sur Paris pour ne plus assurer que les traitements complexes et la comptabilité. Vous avez également annoncé à vos cadres, que des emplois des SIE parisiens seraient implantés à Fécamp, Lisieux, Alençon et Vierzon. Et qu'en est-il des autres emplois délocalisés ? Quel avenir pour les collègues qui ne suivront pas leur mission ? Pourront-ils seulement rester à Paris avec un réseau réduit dans de telles conditions ? Allez-vous, comme cela a été le cas, pour les collègues de CGR tenter d'acheter la « paix sociale » en faisant des promesses que vous ne serez pas en mesure de tenir à très moyen terme ?

Votre projet est une véritable gifle pour chacune et chacun d'entre nous. Votre mépris pour notre engagement quotidien dans l'accomplissement de nos missions de service public ne peut que décupler notre opposition à votre projet.

Nous sommes en grève aujourd'hui pour vous rappeler que notre service public n'est pas une braderie et que notre patrimoine commun ne serait faire l'objet d'une vente à la découpe.

Nous sommes venu.es aujourd'hui, pour que vous répondiez aux agentes et agents de Paris.

Nous sommes venus.e aujourd'hui pour exiger :

- l'abandon du NRP et des délocalisations**
- le maintien de tous les sites parisiens**
- le maintien de toutes les missions**
- le maintien de l'accueil du public**

Nous sommes aussi et surtout venu.es aujourd'hui pour vous dire que notre mobilisation ne fait que commencer !